

[ministre@mels.gouv.qc.ca](mailto:ministre@mels.gouv.qc.ca)

Madame la Ministre,

Laissez-moi vous dire toute l'indignation qui a été la mienne lorsque j'ai entendu l'origine de votre changement de régime en lien avec le calendrier scolaire sur la première chaîne de Radio-Canada, à l'émission *C'est bien meilleur le matin* aujourd'hui le 11 février 2010.

Je dois vous dire, M<sup>me</sup> la Ministre, que je suis un enseignant au secondaire dans une école située dans un des quartiers les plus multiculturels de Montréal. Je ne viens donc pas d'un coin reculé où on parle encore des Néo-Québécois comme des « AUTRES »... C'est « autres », je les côtoie tous les jours, que ce soient des élèves ou des collègues de travail. Je suis à même de constater l'heureux mélange des cultures de façon quotidienne puisque nous avons dénombré près de 80 langues maternelles dans notre établissement d'enseignement. N'y voyez pas l'application d'un filtre *rose* afin d'y gommer la réalité de la présence de certains heurts et de quelques conflits, mais rien de différent à ce que j'ai vécu avant dans d'autres écoles où j'ai travaillé... et oui, même dans des milieux où il n'y avait que des « Québécois de souche » s'il faut absolument tombé dans l'étiquetage.

C'est à croire, M<sup>me</sup> la Ministre, que votre parti politique s'amuse à donner des coups de pied dans la fragile paix qui existe entre les différentes communautés. Croyez-vous vraiment que le fait de changer le calendrier scolaire d'une province en entier pour accommoder un groupe de 82 450 personnes (nombre tiré de **Portrait statistique de la population d'origine ethnique juive, recensée au Québec en 2001**, <http://www.quebecinterculturel.gouv.qc.ca/publications/fr/diversite-ethnoculturelle/com-juive.pdf>) sur une population de près de 7 millions d'individus va se faire sans réaction aucune... je ne peux croire que vous manquiez à ce point de flair politique... Il est notoire que la communauté juive au Québec s'est toujours tournée vers le Parti Libéral pour chercher à faire avancer ses dossiers, mais un tel opportunisme politique de la part de votre gouvernement ne fait rien pour améliorer l'image que le public se fait des personnes qui œuvrent dans le monde politique.

Dans le cadre de mon cours de ECR, je vois le concept de la mesure de la santé démocratique d'un peuple lorsque les minorités peuvent s'exprimer sans peur de la répression, mais on est loin d'une telle situation dans la problématique actuelle. De l'avis de mes collègues Néo-Québécois, il y a une peur à s'affirmer comme majorité dans cette province que ça frise la couardise. « À Rome, il faut faire comme les Romains » ne dit pas le vieil adage ? On ne parle pas ici d'interdire aux gens de ces écoles, qui, ai-je besoin de vous le rappeler, sont déjà illégales selon les règles du Ministère, de faire les matières du curriculum sur sept jours plutôt que cinq si ça leur chante. Nous parlons, selon vos dires mêmes, de refondre l'année scolaire pour toute la Province.

Vous vous êtes défendue d'avoir été mal citée en affirmant que cette ébauche de calendrier scolaire ne toucherait que les gens qui enseignent dans la formation aux adultes... Est-ce dire que ces gens font un moins bon travail que les autres enseignants, qu'on peut se permettre de leur offrir de moins bonnes conditions de travail puisqu'ils ne sont qu'un petit nombre dans le monde de l'enseignement ? Plusieurs des collègues avec qui j'ai des contacts sont à la formation des adultes. Ces gens font un travail admirable en vue des conditions de travail qui sont les

leurs : du travail de soir en semaine, la semaine de travail à heures inégales, un faible taux de postes permanents dans ce secteur. Votre gouvernement parle souvent de la conciliation travail-famille, pour ce qui est de ces travailleurs, cette volonté ne semble être qu'un vœu pieux. Comment voulez-vous que les entreprises privées adoptent des comportements facilitant une telle conciliation si le milieu public ne le fait même pas avec ses propres travailleurs... C'est carrément insultant, M<sup>me</sup> la Ministre !

Je suis également le délégué syndical de mon lieu de travail et je trouve ça odieux de votre part de vouloir redéfinir le calendrier scolaire pour une catégorie d'enseignants alors que nous sommes en période de négociation et que le calendrier scolaire fait partie intégrante de ces mêmes négociations. Votre gouvernement se prépare-t-il donc de nouveau à nous imposer un décret après un simulacre de négociations ou alors on vous a envoyé en éclaireur afin de tâter le terrain pour vérifier notre niveau de docilité. Je me permets de vous prévenir, M<sup>me</sup> la Ministre, que notre niveau de docilité est très faible, comme vous vous en êtes sûrement rendu compte lors de votre visite à Gatineau le 5 février.

Je vous salue, M<sup>me</sup> la Ministre, en espérant de tout mon cœur de citoyen et d'enseignant que nous aurons, par personnes interposées, l'occasion de trouver une solution viable pour le véritable Bien Commun.

Vianney Lanctôt